COMMUNIQUÉ DE PRESSE – le 22 juillet 2010

Élimination de la version longue du questionnaire du recensement fédéral

La CNPF dépose une plainte au commissaire aux langues officielles

Ottawa – La Commission nationale des parents francophones (CNPF) se joint à la contestation qui s'étend de jour en jour à travers le pays contre la décision du gouvernement fédéral d'éliminer l'obligation de remplir le long questionnaire du prochain recensement. La présidente de la CNPF, Ghislaine Pilon, a déposé une plainte au commissaire aux langues officielles. Dans sa lettre au commissaire, elle cite l'article 41.(1) de la partie VII de la Loi sur les langues officielles qui stipule que « le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement, ainsi qu'à promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne ». Mme Pilon écrit au commissaire que « dans le cadre d'un recensement national, un questionnaire qui n'indique rien sur l'état des langues officielles du pays va à l'encontre de cette loi ».

La Commission nationale des parents francophones œuvre pour le bien-être de la petite enfance dans son milieu familial et communautaire. Depuis 1986, elle effectue des analyses pour identifier le nombre d'enfants d'ayants droit francophones. Elle publiait d'ailleurs récemment sa cinquième étude de « Là ou le nombre le justifie ». « Sans les réponses du long questionnaire, nous n'aurions plus les renseignements nécessaires qui nous permettraient de dresser un portrait fiable de la population canadienne sur le plan linguistique. Par conséquent, sans une indication, sur le plan linguistique, des besoins des communautés vivant en milieu minoritaire, il serait impossible de favoriser leur épanouissement et leur développement » précise Mme Pilon.

- 30 -

Renseignements: Bureau de la CNPF
Téléphone : 613-288-0958